

éducation. En conférence de presse hier, le syndicat tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme

Le SNES-FSU dénonce un manque de moyens

« C'est un ras-le-bol général, ça suffit ! C'est toujours aux mêmes que l'on demande de faire des efforts... Quid de la contribution des plus hauts revenus ? Il y a aussi eu beaucoup d'argent public donné aux entreprises sans contrepartie, c'est insupportable. »

Chaque année en période de rentrée scolaire, le manque de moyens pour l'Éducation nationale est dénoncé par les organisations syndicales. Hier soir, le SNES-FSU (Syndicat national des enseignements du second degré, au sein de la Fédération syndicale unitaire) tenait une conférence de presse à Cherbourg pour tirer une nouvelle fois la sonnette d'alarme.

« Plus rien à gratter... »

« On se demande ce que l'on peut encore sacrifier, il n'y a plus rien à gratter... sauf à mettre l'édifice par terre », s'indigne Pascal Roger, l'un des deux co-secrétaires départementaux du SNES-FSU, en compagnie de Martine Quesnel et de Mikaël Habert. Enseignants, AED (assistants d'éducation), AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap), infirmières et psychologues scolaires, assistants sociaux, psychologues... : les manques de moyens humains sont « criants ».

Du nord au sud du département, il manque des heures d'EPS par-ci, des heures d'histoire-géographie par-là, et les enseignements professionnels ne sont pas épargnés. « Il y a un défaut de recrutement de professeurs titulaires. Cette année encore, les concours de l'enseignement n'ont pas fait le plein : 883 postes n'ont pas été pourvus au niveau national. »

Pour faire face aux arrêts maladie, départs en retraite, congés maternité... « on manque aussi de remplaçants. Par exemple à Cherbourg, en EPS, tous les remplaçants sont déjà affectés à l'année, il n'y a plus de vivier, en cas de besoin », se désole Pascal Roger.

« Encore une fois, on vit une rentrée étrange, avec une ministre (Élisabeth Borne) en sursis, suspendue au résultat du vote de confiance du 8 septembre, poursuit Pascal Roger. L'an dernier, on avait une ministre démissionnaire (Nicola Belloni) dans un sursis à l'égard de la

nier, on avait une ministre démissionnaire (Nicoïe Belloubet), donc on commence à avoir l'habitude! Et comme toujours, on subit une politique austéritaïre.»

La réforme « choc des savoirs » est également dans le viseur du syndicat car elle est « inefficace » et « remise en cause de toutes parts, y compris par le Conseil d'État ». Le SNES-FSU dénonce le fait que la ministre veuille « contrôler les pratiques pédagogiques des enseignants, ce qui dénote un manque de confiance, on se sent dévalorisés ».

« Comment donner envie aux jeunes ? »

D'une manière globale, le syndicat s'insurge contre le manque de soutien, dont l'illustration la plus récente et locale se situe à Granville avec la réintégration d'un lycéen ayant proféré des menaces envers une professeure (lire ci-dessus). « Le ministère prétend qu'il fait tout pour protéger les enseignants et les élèves: cet exemple montre bien que c'est tout le contraire! Ça touche la profession mais aussi l'opinion publique. »

Le SNES-FSU appelle à rejoindre les rassemblements qui auront lieu le 10 septembre dans le cadre de « Bloquons tout », mais aussi la journée de mobilisation intersyndicale du 18 septembre. Parmi les revendications, des revalorisations salariales: « Sinon, comment donner envie aux jeunes de faire ce métier-là ? »

Nicolas LEPIGEON



Martine Quesnel, Mikaël Habert et Pascal Roger, du syndicat SNES-FSU de la Manche. Nicolas LEPIGEON